

Renouveau de lutte du prolétariat espagnol

L'Espagne vient de connaître une nouvelle vague de grèves qui ont montré le grand renouveau combatif des travailleurs et annoncent l'approche d'une confrontation peut-être décisive entre les masses et le régime franquiste.

Ce fut au puits minier Maria Luisa, dans le bassin asturien, que le mouvement a commencé le 7 mars. Un groupe de mineurs s'était présenté au bureau pour faire état d'une revendication des plus simples. Ils demandaient soit de revenir à la journée de travail légale de 7 heures, soit de toucher, comme par le passé, la 8^e heure supplémentaire dont la journée légale avait été pratiquement prolongée depuis 1957.

Mais si le patronat avait jusqu'alors versé des primes de rendement, payé des heures supplémentaires et accordé d'autres avantages aux mineurs pour qu'ils retroussent leurs manches au meilleur profit de la production dite « nationale », maintenant que la production de charbon en Espagne était de loin supérieure aux besoins conjoncturels du marché, les maîtres des mines se refusaient aux revendications légitimes des travailleurs considérées comme « anti-économiques » pour les intérêts « nationaux ». Aussi le groupe de mineurs du puits Maria Luisa fut chassé du travail en réponse à sa revendication.

La réaction de l'ensemble des mineurs à cette provocation du patronat fut immédiate et résolue. L'un après l'autre les puits furent totalement ou partiellement paralysés par la grève qui affecta en quelques jours plus de 30.000 mineurs. On connaît sa répercussion ailleurs. A Barcelone la métallurgie et la petite industrie furent touchées par le mouvement gréviste qui s'étendit jusqu'à un chantier naval de Valence. En somme, plus de 60.000 ouvriers ont participé à cette magnifique protestation contre le régime franquiste qui les condamne à la misère.

Il a suffi que le mécontentement de la classe ouvrière s'exprime dans l'action pour que les étudiants de Barcelone, de Saragosse, de Séville et d'ailleurs poussent en avant leurs propres mouvements revendicatifs.

Mais Franco, lui, n'a pas chômé. Il n'a pas tardé à suspendre aux Asturies les garanties constitutionnelles (liberté de résidence et autres) et d'y envoyer des renforts de la sinistre Garde Civile pour parer à toute éventualité insurrectionnelle. Par endroits, des ouvriers qui se rendaient au travail pour faire grève sur le tas ont été dispersés brutalement par la police. Car celle-ci n'était pas dupe: le véritable but de ces travailleurs était d'occuper l'usine ou la mine. D'où la hâte du gouverneur civil de Barcelone à donner l'ordre de fermer l'usine Hispano-Olivetti quand il apprit qu'un groupe de travailleurs de cette entreprise s'était mis en grève.

Aux Asturies, des femmes des mineurs qui se rendaient aux écomats des mines pour s'approvisionner en vivres pour la durée de la grève ont été « éloignées » par la force publique « afin d'éviter tout désordre ». Des prisonniers politiques qui rachetaient une partie de leur condamnation par des corvées aux mines ont été soit renvoyés en prison, soit, vu leur âge, mobilisés pour aller combattre à Ifni.

La grève des ouvriers a été accompagnée ici ou là d'un lock-out de la part du patronat. Cependant, pour faire échec à un nouveau rajustement de salaires déterminé par les augmentations que telle ou telle entreprise pilote serait amenée à accorder à ses ouvriers, le gouvernement a interdit tout relèvement de salaires qui ne serait pas consenti préalablement par le gouvernement.

Cette épreuve de force où s'affrontent les masses travailleuses et les étudiants d'une part et le régime franquiste de l'autre s'accompagne d'une crise de confiance et de direction à l'intérieur du camp franquiste. Cette crise s'était déjà manifestée il y a quelques temps par l'évincement

de la Phalange des postes clés; puis il a fallu renverser la vapeur et faire appel à de « vieilles gardes » (tel Arrese) pour parer au mécontentement de la base; puis il a fallu se passer de nouveau de ces « vieilles gardes », tellement la situation dans le pays était « nouvelle ».

Au sein de l'armée (lisez la caste de généraux) les choses ne vont pas mieux. Les échecs que « l'honneur national » a subi et continue à subir au Maroc dresse les militaires contre des « traîtres » qui seraient partout... Les généraux sont en quête d'un bouc émissaire pour lui faire endosser la responsabilité de la grande faillite du régime. Jusqu'ici ils s'attaquaient à la Phalange, mouvement « plébéien », disaient-ils; mais la bureaucratie phalangiste ayant donné assez de preuves de sa servilité, les généraux seraient en train de chercher le « traître » ailleurs. Il n'est pas exclu qu'ils finissent par sacrifier le général Franco, comme ils avaient sacrifié jadis Alphonse XIII, si cela peut sauver ce grand pilier du régime franquiste qu'est l'armée... de Franco!

Telle est grosso modo la situation actuelle en Espagne. Il est évident que la tactique d'un parti révolutionnaire devant une telle situation, c'est d'approfondir la crise des classes possédantes, en poussant en avant le mouvement de masses, dirigé par un mouvement ouvrier indépendant.

Mais le Parti Communiste Espagnol, qui se dit l'avant-garde de la classe ouvrière espagnole, agit autrement. Il ne s'agit pas pour lui de foncer à travers les fissures du régime franquiste, de secouer les fondations du régime, de ruiner politiquement la classe dirigeante, d'accentuer davantage le désarroi des maîtres du pays dont Franco n'est qu'un représentant. Au contraire, pour le P.C. espagnol il s'agit d'unir toutes les classes sociales et tous les groupes politiques espagnols, à l'exception de Franco et sa famille. Il s'agit pour le P.C. espagnol de préparer dès maintenant une grande « Journée de réconciliation nationale » (sic) dont — tenez-vous bien! — « les grèves commencées aux Asturies et qui s'étendent aujourd'hui à de nombreux points sont déjà (!) le début de la préparation ».

Voilà donc la ligne politique que le P.C. espagnol montre aux ouvriers et aux paysans pour terrasser le régime franquiste: la ligne de la réconciliation nationale. Ouvrez « l'Humanité » du 3 avril où est publiée la résolution du C.C. du P.C. espagnol, et lisez avec nous:

« Le Parti Communiste proclame une nouvelle fois, à cette occasion, devant la classe ouvrière en lutte, devant tous les Espagnols, qu'il est disposé à une entente avec le Parti Socialiste, avec la C.N.T., les partis républicains, la démocratie chrétienne et d'autres groupes catholiques, les secteurs de l'opposition libérale, les possibilistes (?), monarchistes et militaires, et même avec les groupes dissidents de la Phalange, pour mettre fin par des moyens pacifiques au régime de dictature et rétablir les droits démocratiques des Espagnols, sans esprit de vengeance ni de représailles. »

La Vérité des Travailleurs a chaque fois appelé à la solidarité révolutionnaire des travailleurs français avec les travailleurs espagnols en lutte contre le régime franquiste. Nos appels resteraient lettre-morte si, en cette occasion, nous n'appelions les ouvriers communistes du P.C. français à lutter de toutes leurs forces à l'intérieur du parti pour mettre en échec cette ligne capitalarde du P.C. espagnol qui scellerait la défaite du prolétariat du pays voisin avant que ne commence la lutte décisive.

Seul un front unique entre les organisations ouvrières espagnoles, muni d'un programme où la lutte contre le régime franquiste sert les intérêts révolutionnaires de la classe travailleuse, peut assurer aux masses la satisfaction de leurs aspirations. S'il est vrai qu'un tel front unique ouvrier ne doit pas exclure telle ou telle alliance

conjoncturelle avec des groupements républicains décidés à lutter contre le régime franquiste, de telles alliances ne doivent sous aucune forme et sous aucun prétexte nuire à l'action révolutionnaire et aux buts révolutionnaires du front ouvrier.

Les travailleurs allemands prennent le chemin de la lutte

La situation en Allemagne se développe tant sur le plan économique que politique.

L'économie allemande commence à être affectée par la récession américaine. Pour le moment, il s'agit surtout de réduction des commandes et des heures supplémentaires, et le danger ne prendra une forme aigue qu'à une prochaine étape. Mais, dès maintenant, cette situation a pour effet de tendre les rapports sociaux, car patrons et ouvriers ont l'attention fixée sur ce proche avenir. Cela a entraîné des grèves dans le textile de la Hesse et de la Basse-Saxe, la grève de 2 heures de services publics. Et maintenant s'annonce la grève si importante dans la sidérurgie de la Ruhr, qui a été votée à 80 %.

La bureaucratie social-démocrate et syndicale voudrait éviter que cette agitation économique ne vienne concorder avec les mouvements qui s'élèvent contre le réarmement atomique de l'Allemagne de l'Ouest. Alors que la question de la remilitarisation, il y a quelques années, avait avant tout troublé les jeunes, cette fois-ci c'est toute la population allemande qui est émue. Et cela se comprend fort bien, car l'Allemagne en cas de guerre ne serait épargnée ni par les uns ni par les autres. Le groupe parlementaire social-démocrate, poussé par l'opinion publique, a eu pour la première fois une attitude vraiment oppositionnelle (pas socialiste) en face d'Adenauer.

Une des conséquences de ces développements, et plus particulièrement de la menace sur le plan économique, est que la droite de la social-démocratie qui, l'an dernier, après l'échec électoral, avait tenté de faire prévaloir des vues plus que révisionnistes (parti populaire et non ouvrier, essor capitaliste...) est obligée de se taire sur ce point.

Sociaux-démocrates de l'Ouest et staliniens de l'Est prétendent être pour la réunification de l'Allemagne. Mais, lors de la grève de 24 heures des services publics, les deux municipalités de Berlin (celle du social-démocrate, de droite Willy Brandt et celle de Berlin-Est) tout en étant hostiles l'une à l'autre ont également fait tout ce qu'elles pouvaient sur le plan administratif pour éviter une solidarité des travailleurs des deux zones de Berlin. Or, c'est seulement un mouvement général de la classe ouvrière allemande qui assurera cette réunification, et non toutes les manigances diplomatiques.

Au sommaire du numéro d'avril de

QUATRIEME INTERNATIONALE

La situation de l'économie capitaliste. — L'Espagne. — Le 7^e Congrès du P. C. yougoslave.

Des études sur la réforme de l'agriculture soviétique, les élections argentines, la crise du S.E.D. en Allemagne orientale, l'Indonésie.

Des articles et notes théoriques et historiques. Des critiques de livres, des documents et un discours inédit en français de L. Trotsky: Radio, Science, Technique et Société.